

Allocution de Michel Cordillot, président d'ADIAMOS-89, devant le monument d'Alfred Saison, à Saint-en-Puisaye le 19 septembre 2010

Dans le cadre de la journée du patrimoine, nous sommes réunis devant un monument assez exceptionnel, et même unique, du moins pour ce qui concerne l'Yonne.

Nous vous dirons tout à l'heure qui était cet Alfred Saison qui a fait construire ce monument sur ses terres. Mais il est d'abord important de comprendre les raisons qui l'ont amené à prendre cette décision, qui était pour lui une manière de revendiquer ses engagements politiques passés.

En fait ce monument constitue un témoignage matériel lié à l'histoire du coup d'État de L-N Bonaparte le 2 décembre 1851 et ses conséquences immédiates, à savoir les soulèvements qui se sont produits dans plusieurs régions de France pour défendre la République.

Pour comprendre ce qui s'est passé durant les premiers jours de décembre 1851 dans l'Yonne, il faut revenir rapidement sur l'histoire de la Seconde République, celle de 1848.

En février 1848, le régime de Louis-Philippe, à bout de souffle, s'effondre comme un château de cartes après quelques heures de combat dans Paris, et la République est proclamée.

Durant tout le printemps, la France, et bientôt toute l'Europe, va connaître une période d'euphorie, ou comme l'ont dit les historiens, une période « d'illusions lyriques ». Mais ces illusions vont rapidement s'envoler, car les problèmes de fond ne trouvent pas la solution espérée : chômage et misère continuent de faire des ravages dans le prolongement de la récession économique de 1846-47. Des tensions apparaissent bientôt car les plus démunis désespèrent de voir leur situation s'améliorer et ils s'impatientent.

En juin 1848, l'explosion tant redoutée se produit. Les ouvriers parisiens, que la fermeture des Ateliers nationaux condamne littéralement à mourir de faim se soulèvent, au cri terrible de « Du pain ou du plomb ». Au terme de trois jours de combats de rue acharnés qui font 5000 morts et entraînent des milliers d'arrestations et de déportations, l'unité de la Nation vole en éclats. Un

des symptômes de la désaffection qui touche la république est l'élection de Louis Napoléon Bonaparte à la présidence, à une écrasante majorité. Lors des élections législatives de mai 1849, le camp ouvertement conservateur l'emporte avec 53% des voix, tandis que les républicains modérés sont écrasés. La vraie surprise est le score réalisé par les républicains de gauche, les « rouges », qui réclament une république démocratique ET sociale, qui obtiennent un tiers des voix et surtout qui ont réussi à s'implanter solidement dans certains départements ruraux. Ils ont ainsi obtenu 7 élus sur 7 sièges dans le Cher, 6/7 dans la Nièvre, 3/8 dans l'Yonne. Ces résultats redonnent espoir à la gauche autant qu'ils effraient les conservateurs. Toute l'histoire de la Seconde République va désormais être dominée par cette bipolarisation et par les efforts du « Parti de l'ordre » pour museler les « rouges ».

Les persécutions anti-républicaines vont se multiplier : procès, révocations de fonctionnaires, renvois d'instituteurs. C'est en particulier vrai dans l'Yonne, où un préfet de choc, le baron Haussmann, s'ingénie à contenir les progrès de la gauche républicaine, notamment en Puisaye.

Mais les Républicains ne renoncent pas, et développent sans relâche leurs réseaux de diffusion légale de brochures, tracts, journaux. Puis ils commencent à mettre en place des sociétés politiques non autorisées, qualifiées de secrètes par leurs adversaires. Le terme de société secrètes me semble assez mal choisi s'agissant d'organisations politiques qui se fixent pour but de sensibiliser la grande masse des citoyens, ce qui est en soi difficilement compatible avec la notion même de secret ou de clandestinité.

La structure d'organisation pyramidale en décuries à la base (groupe de dix), puis en centuries (10 groupes de 10) a deux buts : permettre une circulation plus rapide de l'information et cloisonner l'organisation pour la protéger de la répression. En fait, ces sociétés sont tellement peu secrètes qu'elles fonctionnent ouvertement dans les villages, ce qui explique que les autorités n'auront guère de peine à arrêter des centaines d'affiliés au lendemain du coup d'État. Il faut sans doute voir ces sociétés républicaines comme une préfiguration des partis politiques de type moderne. À la veille du coup d'État, elles regroupent en France entre 50 000 et 100 000 membres organisés dans 700 communes, dont environ 25 dans l'Yonne.

Que fait-on dans ces sociétés dites secrètes ? On se réunit, souvent dans un café ou un cabaret, on s'informe, on lit les journaux républicains, on parle politique et on dissèque la Constitution, surtout les articles 68 et 110 qui stipulent que toute tentative de renversement de la république rendra légitime une contre-insurrection destinée à la défendre. Beaucoup des membres de ces sociétés – mais pas tous – souffrent de la misère et du chômage, et on comprend que leurs conversations s'enflamment parfois : on s'en prend alors aux « Aristos » et aux « gros », parfois aussi aux prêtres qui soutiennent massivement les conservateurs.

À partir de 1851, tous les regards se tournent vers l'horizon 1852, année d'une double échéance électorale, avec une élection présidentielle et des élections législatives. Au terme de la Constitution, L. N. Bonaparte NE PEUT PAS se représenter. Même s'ils ne sont pas tous d'accord sur la tactique à suivre, les Républicains sont convaincus qu'ils vont l'emporter. Le camp conservateur, lui aussi divisé et en proie au doute, n'est pas loin de penser la même chose. Quant à L. N. Bonaparte, il se tient en embuscade, se dissimulant soigneusement derrière son image d'homme faible et limité. Il attend le moment propice pour passer à l'offensive. Il a mis sa présidence à profit pour se doter d'une organisation partisane active et violente et pour placer ses hommes aux postes-clé. Il a aussi su se concilier d'importants soutiens au sein de l'Église et il a subtilement travaillé à déconsidérer l'Assemblée. Enfin et surtout, il a littéralement acheté l'Armée à coup de faveurs et de promotions. Avec un petit groupe de comploteurs prêts à tout, il a planifié son coup dans le plus grand secret et avec beaucoup d'habileté tactique. Le 2 décembre, il prend tout le monde au dépourvu et déclenche un coup d'État pour se maintenir au pouvoir, en attendant de se faire couronner empereur, menaçant d'écraser tous ceux qui s'opposeront à lui.

Pour les républicains, c'est l'heure de vérité : soit ils prennent les armes, soit ils se soumettent. Dans une douzaine de départements, dont le nôtre, des milliers d'hommes et de femmes vont faire le choix de résister, en sachant qu'ils devront en payer le prix en cas de défaite.

Je vais maintenant laisser le soin à Denis Martin de vous dire comment les choses se sont passées dans l'Yonne au lendemain du 2 décembre.